

En Algérie, entre le pouvoir et le peuple rien ne va plus

Par Razika Adnani

En Algérie, entre le pouvoir qui veut un président à tout prix et le peuple qui veut un changement pour son pays rien ne va plus. Cela ne signifie pas que le peuple refuse d'avoir un président, ce qui serait une grande absurdité. Aucun pays ne peut exister ou fonctionner sans un chef ou des représentants. Cependant, pour le peuple algérien cela fait 57 ans qu'il a des présidents, mais jamais de changement. Cette fois-ci, il veut procéder autrement : il veut le changement d'abord et ensuite le président.

Quand on évoque le changement de l'Algérie, on réalise immédiatement le vaste chantier qui nous attend et l'impossibilité d'effectuer toutes les réformes dont le pays a besoin avant les élections. Cela ne signifie pas qu'il faut se résigner à ne rien faire. Bien au contraire. La situation de l'Algérie exige un président ou une présidente qui sera capable d'effectuer les réformes dont le pays a besoin pour se construire. Un changement avant les élections s'avère donc indispensable afin de permettre la mise en place des moyens humains, politiques et juridiques qui permettent le choix de celui ou de celle à qui l'Algérie confiera sa gouvernance. C'est la condition nécessaire pour espérer que d'autres changements suivront après le scrutin. Or, après 9 mois de protestations, le peuple n'a obtenu ni le changement qui donnerait un sens aux élections présidentielles ni le candidat qui puisse garantir les changements à venir. Les cinq personnes qui se sont lancées dans la course font tous partie du système contre lequel le peuple s'est soulevé et aucun ne remplit les conditions de garantir les réformes indispensables pour sortir le pays de la crise qui le gangrène dans tous les domaines. Pire, aucun n'a présenté de programme et aucune campagne électorale n'est faite. Quel sens peut avoir l'acte de « voter » sans campagne ni programme ? Les élections du 12 décembre que le pouvoir veut imposer ne sont qu'une autre forme d'usurpation du pouvoir par les mêmes personnes qui ont conduit le pays à la ruine, ce qui ne laisse aucun espoir de changement.

D'un président « cadre » à des candidats photos

Voter est un acte par lequel l'individu dit : « *Voilà la personne que je choisis pour me représenter* ». L'acte de voter est donc un acte de liberté et c'est ainsi qu'il doit être. Forcer à aller au vote par la répression et présenter de surcroît des candidats dont on ne connaît aucun programme s'oppose totalement à la notion de liberté ; seul le choix fait en connaissance de cause peut être réellement libre comme nous le dit Descartes. Lorsque le peuple algérien s'est soulevé contre le cinquième mandat de Bouteflika, il réclamait son droit de choisir librement son président, ce que le 12 décembre ne lui permettra pas. Lorsqu'il est sorti manifester, il a exprimé son rejet du mépris du pouvoir à son égard dont le comble était le « cadre » qu'on lui présentait en guise de président. Aujourd'hui, sans programme, sans réelle campagne, les candidats ne sont finalement que des photos. Le peuple s'est soulevé contre le mépris... le mépris est toujours là.

Quand le peuple algérien est sorti le 22 février, nous avons tous été envahis par un sentiment intense de soulagement et de joie car, d'une part, nous attendions tous ce moment, et, d'autre part, le peuple s'exprimait sans heurts ni violence. Dans ma première réaction à ce sujet, j'ai insisté sur le fait que l'État devait répondre aux revendications du peuple avec la même maturité politique

qu'avec laquelle celui-ci l'interpellait, sinon un peu plus. Le pays était dans une situation sensible et déjà très affaiblie. D'autres problèmes ou d'autres chocs risqueraient de l'anéantir.

Certes, la situation de l'Algérie n'était pas facile et le peuple avait des difficultés à trouver des représentants pour son mouvement. Cependant, arrêter les opposants et museler la presse pour imposer des élections sans programme et avec un simulacre de campagne va à l'encontre de toute maturité politique, car si l'État dispose de moyens lui permettant d'imposer le président qu'il veut, il ne peut obtenir l'adhésion du peuple. Une telle situation ne peut pas être dans l'intérêt de l'Algérie ni de son peuple.

Quant à l'argument que les Algériens ne sont pas prêts pour la démocratie que réitèrent certains, c'est une raison de plus qui rend le changement avant les élections indispensable. N'est-ce pas ce pouvoir qui a gouverné l'Algérie depuis l'Indépendance ? Supposons qu'il y ait une inaptitude à la démocratie chez les Algériens, c'est à lui qu'en incombe la responsabilité. Le maintenir, c'est pérenniser cette inaptitude. D'autre part, le peuple est prêt pour la démocratie du moment qu'il la revendique. Pour le reste, le meilleur apprentissage est la pratique et c'est le rôle de l'État, dont les représentants seront mis en place démocratiquement, de veiller à ce que cela se fasse dans de bonnes conditions.